

Soucoupes volantes et pouvoir d'achat

Depuis un certain temps déjà, il n'est question dans la presse que du phénomène des soucoupes volantes. Beaucoup de lecteurs se plaisent à raconter toutes ces histoires de cigares, de soupières, d'assiettes, le tout volant bien entendu. Il y a même certains lecteurs de journaux à sensation qui finiront par en perdre la tête, tant la chose est présentée avec aplomb, avec photos à l'appui. C'est à croire que l'on veut absolument amuser le public pour qu'il oublie certaines questions primordiales, intéressant notre vie quotidienne.

C'est ainsi que beaucoup de nos camarades feraient mieux de s'occuper de leur pouvoir d'achat et des événements qui s'y rattachent. Pour ma part, comme cela devrait être pour beaucoup d'autres, les soucoupes volantes ne m'intéressent pas. Ce qui occupe sans cesse ma pensée c'est de savoir si demain mon assiette sera pleine, si un pouvoir d'achat plus accru me permettra d'acheter sans peine ce que bon me semblera, sans pour cela pêcher par excès.

Aujourd'hui, à côté de ces histoires de soucoupes, on parle beaucoup d'un changement dans l'actuel gouvernement, à savoir une orientation plus poussée vers la gauche. Monsieur Mendès-France a fait de belles choses. Il a accompli certaines prouesses sur le plan de la politique extérieure. Il lui reste maintenant à en accomplir d'autres. Ce sont celles-là qui nous intéressent : à savoir les salaires et l'augmentation du pouvoir d'achat des couches laborieuses de la nation.

Pour ce faire, M. Mendès-France a fait appel à certains hommes politiques appartenant à un parti qui ne lui a pas fait défaut depuis son investiture : le parti socialiste.

Si la classe ouvrière a bonne mémoire, il faut qu'elle se souvienne qu'en 1936, avec le concours d'autres républicains, le grand leader socialiste Léon Blum et les travailleurs unis au sein d'une C.G.T. puissante, ont donné les lois sociales dont nous profitons encore aujourd'hui.

L'entrée de ces hommes politiques au sein du gouvernement Mendès-France est-elle souhaitable ? Je dirai oui si le Parti qu'ils représentent a obtenu l'assurance que la nouvelle majorité se mettra au travail pour une nouvelle politique sociale. Nous pourrions alors espérer plus de bien être pour ceux qui souffrent et ne vivent que du fruit de leur écrasant labeur.

Seront-ils combattus par d'autres ? Je répondrai là aussi, oui ! Et ceux qui combattront cette nouvelle majorité sociale, si nouvelle majorite il y a, devront être déclarés ennemis du Progrès Social.

Je sais que demain, il y aura encore certains hommes politiques pour critiquer l'action des autres. Ils sauront pourtant bien que dans un gouvernement où l'on n'est pas majoritaire, l'on ne peut pas toujours faire respecter des idées hardies, ni innover chaque jour.

Nous savons qu'ils feront tout ce qu'ils peuvent pour préserver les avantages acquis par la classe ouvrière et arrondir le capital social qui est notre lot.

Pour nous tirer tous de la misère où nous végétons, la classe ouvrière ne doit pas se laisser aller au découragement. Ne nous faisons pas d'illusions, il existera toujours un certain parti communiste, qui se fera un plaisir de critiquer hors de propos, l'action non pas du gouvernement, mais de la fraction ouvrière de ce gouvernement. Cette dernière aura eu au moins le courage de prendre ses responsabilités.

Une lueur se lève pour nous au bout de notre nuit. Je demande donc à la classe ouvrière de rester vigilante, de ne pas faire le jeu d'un parti politique au service d'une puissance étrangère. Le parti communiste aura toujours intérêt à combattre chez nous toute politique sociale, à seule fin de décourager le Proletariat de notre pays pour instaurer sur notre misère, la dictature bolchevique.

Contre cela groupons-nous afin de pouvoir encore crier bien haut demain : Vive la République ; Vive le Proletariat et à bas la dictature.

Robert DELCOURT.